



## **ACCORD DE COOPÉRATION UNIVERSITAIRE**

**Accord sur le parcours d'accès et sa mise en œuvre**

### **ENTRE**

**University College of Dublin, National University of Ireland, Dublin**

Faculté de droit

Dublin, Irlande

**ET**

**Université Côte d'Azur**

Faculté de droit et science politique

Nice, France

**Université Côte d'Azur**, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement, régi par le décret du 25 juillet 2019 n°2019-785 modifié portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts, immatriculé au SIRET sous le numéro 130 025 661 00013, dont le siège social se situe à NICE, FRANCE (06103 cedex 2), Grand Château, 28 avenue Valrose, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jeanick BRISSWALTER, agissant dans le cadre des activités de la Faculté de droit et science politique – EUR LexSociété dont la Doyenne est le Professeur Eva MOUIAL-BASSILANA,

D'une part,

Et

University College Dublin, National University of Ireland, Dublin, situé à Belfield, Dublin 4, Irlande, School of Law, représenté par son Doyen, le Professeur Laurent PECH,

D'autre part.

En cohérence avec les liens académiques qui existent déjà entre la Faculté de Droit et de Science Politique d'Université Côte d'Azur (UniCA Droit) et la Faculté de Droit de l'University College Dublin (UCD Droit).

Afin de renforcer la coopération entre nos deux institutions, l'objectif de cet accord est de créer un parcours d'accès au niveau Master/LL.M.

Pour UniCA Droit, cet accord sera un double diplôme, puisque le LL.M. de UCD fait partie de la structure du diplôme qui mène à l'obtention du Master de UniCA.

Pour UCD Droit, cet accord sera un accord d'accès, étant donné que les crédits obtenus à UniCA Droit satisfont les conditions d'admission au LL.M. Les enseignements de UniCA Droit ne font pas partie de la structure du diplôme qui mène à l'obtention du LL.M. à UCD.

## **1. Structure du programme : Maîtrise en droit / LL.M. D.**

Ce programme est organisé de la manière suivante :

- La première année du programme sera effectuée à Université Côte d'Azur par les étudiants en droit de UniCA dans le cadre de la première année du Master Droit de Nice (semestres 1 et 2 de ce Master). Le programme permettra la validation de 60 ECTS.
- La deuxième année du programme est suivie à l'UCD dans le cadre d'un diplôme de LL.M. proposé par cette université. Les étudiants choisiront parmi les modules proposés dans le cadre de tout programme de LL.M. proposé par l'UCD. L'année passée à UCD Droit permettra de valider 90 ECTS à UCD Droit, qui seront convertis en 60 ECTS à UniCA Droit. Un contrat d'études signé par les trois parties (UCD Droit - UniCA Droit - Étudiant) sera établi pour finaliser le programme de cours à suivre par l'étudiant à l'UCD Droit.

## **2. Sélection au programme**

Les étudiants en droit de UniCA seront sélectionnés pour ce programme à la fin de la troisième année de la licence. Cette sélection se fera en dehors du processus de sélection MonMaster. La sélection se fera sur la base d'un dossier de candidature et d'entretiens en anglais organisés par UniCA Droit. Le directeur du programme de UniCA Droit est responsable de la sélection.

Les candidats au programme devront faire preuve d'un niveau élevé de maîtrise de la langue anglaise.



Les candidats à ce programme doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- Niveau C1 en anglais, certifié par un certificat de langue de moins de 2 ans : IELTS (6,5) ou TOEFL (90).
- Note minimale en licence : 12/20 (moyenne des 3 années)

Après avoir été sélectionnés par UniCA Droit, les candidats doivent s'adresser à UCD pour être admis à l'un des programmes de LL.M. Le comité de sélection de UCD Droit sera informé de la sélection.

### **3. Méthode d'évaluation et conditions de validation**

Le diplôme de Master/LL.M. est délivré aux étudiants qui terminent avec succès les deux années de ce programme.

Les règles d'évaluation de la première année du programme sont celles du Master en droit de l'Université Côte d'Azur telles qu'elles s'appliquent aux autres étudiants de ce programme.

L'accès à la deuxième année du programme et l'admission à UCD Droit sont possibles en cas de réussite à la première année du Master Droit de Nice.

Les règles d'évaluation pour la deuxième année du programme sont celles du programme LL.M. de UCD, choisi par l'étudiant.

La réussite au programme de LL.M. de UCD Droit est requise pour la validation de la deuxième année du Master en droit de Université Côte d'Azur.

Les notes obtenues par l'étudiant selon les règles d'évaluation du programme de LL.M. concerné seront transférées par UCD Droit à UniCA Droit dès que possible et après la publication des résultats, afin de permettre la validation des résultats du Master de l'étudiant à UniCA Droit dans les meilleures conditions possibles.

Si un étudiant est contraint, pour des raisons médicales, financières ou familiales, de quitter UCD Droit au cours de la deuxième année du programme, il peut :

- Si l'événement survient au semestre 1 de la deuxième année : réintégrer le Master Droit de Université Côte d'Azur au semestre 4. Cette réintégration ne donne pas lieu à l'attribution du diplôme UCD.
- Si l'événement survient au semestre 2 de la deuxième année : l'étudiant sera autorisé à passer ses examens et évaluations du deuxième semestre à UniCA Droit, à condition de ne pas avoir dépassé le nombre d'absences tolérées à UCD Droit. Cette réintégration donne droit à la délivrance du diplôme.

#### **4. Attribution des diplômes**

A la fin du programme de deux ans, sous réserve que les étudiants en droit de UniCA remplissent les conditions d'évaluation, les étudiants obtiennent un Master en droit délivré par UniCA et un LL.M. délivré par UCD.

Les Masters d'université Côte d'Azur visés par ce programme de coopération :

- M2 : Juriste d'affaires (5 places) ;
- M2 : Gestion des contentieux privés (5 places) ;
- Toutes les mentions du M1 Droit internationale et droit européen (10 places).

#### **5. Droits d'inscription et financement**

Les étudiants doivent s'acquitter des droits d'inscription et de leur contribution à la CVEC à UniCA Droit pour les années 1 et 2 du programme. Ils doivent régler leurs droits d'inscription à UCD Droit uniquement pour la deuxième année du programme.

Les droits d'inscription au Master en droit de UniCA sont déterminés par le système national des droits d'inscription.

Pour l'année de LL.M. à UCD Droit, UCD Droit offre à tout étudiant sélectionné dans le programme concerné une réduction de 10% sur les frais de scolarité.

A titre indicatif, les frais d'inscription pour l'année universitaire 2024/2025 sont de €11.500 pour les étudiants de l'UE et de €22.600 pour les étudiants hors-Europe.

Une augmentation des frais de scolarité d'environ 5 % est à prévoir chaque année. La réduction de 10 % s'applique au montant total des frais d'inscription pour l'année d'études.

#### **6. Direction, coordination et supervision des étudiants**

Les directeurs de programme de UniCA Droit et de UCD Droit assurent une double supervision des étudiants du programme.

Dès leur entrée en deuxième année à UCD Droit, les étudiants suivent le programme d'orientation de UCD Droit afin de faciliter leur intégration dans le programme et de les guider dans le choix de leurs cours.



Conformément aux accords existants entre les parties, afin de renforcer la coopération en matière d'enseignement, d'assurer le suivi des étudiants et de créer des conditions propices aux activités de recherche conjointes, les partenaires feront des efforts raisonnables pour accueillir l'un des enseignants de l'université partenaire au cours de l'année universitaire pour des visites d'enseignement et de suivi, en favorisant l'interaction avec le programme.

Les modalités pratiques de cet accueil seront finalisées autant que possible au cours de l'année académique concernée et ne sont pas fixées par le présent accord.

Pour la bonne coordination du programme, chaque institution désignera une personne et/ou un service chargé de la mise en œuvre du présent accord :

Partner	University College of Dublin	Université Côte d'Azur
Academic director of the program :	Dr. Bernd Justin Jütte	Prof. Florence Crouzatier-Durand
Phone.		
Email:	<a href="mailto:justin.jutte@ucd.ie">justin.jutte@ucd.ie</a>	<a href="mailto:Florence.CROUZATIER-DURAND@univ-cotedazur.fr">Florence.CROUZATIER-DURAND@univ-cotedazur.fr</a>
Administrative director of the program:	Ms Niamh McCabe	Mrs. Maria Eugenia Alvarez
Phone		+33 04 89 15 25 16
Email:	<a href="mailto:Niamh.McCabe@ucd.ie">Niamh.McCabe@ucd.ie</a>	<a href="mailto:maria.alvarez@univ-cotedazur.fr">maria.alvarez@univ-cotedazur.fr</a> ; <a href="mailto:droit.ri@univ-cotedazur.fr">droit.ri@univ-cotedazur.fr</a>

## **7. Orientations et services offerts aux étudiants**

Chaque université doit faciliter autant que possible l'admission, les études universitaires, l'intégration locale et l'orientation culturelle des étudiants acceptés dans le programme.

L'université d'accueil fournira aux étudiants du programme les dispositifs suivants :

- Accès aux services de l'université en tant qu'étudiants à part entière de l'université d'accueil.
- Accès aux services universitaires et autres services de soutien aux étudiants.

- L'UCD s'engage à fournir un appui pour aider les étudiants en droit de UniCA, dans la mesure du possible, à trouver un logement ; et s'engage à fournir un appui pour fournir une assistance appropriée en matière de santé, de langue et de coutumes locales.

Lorsqu'ils fréquentent l'université d'accueil, les étudiants sont responsables des éléments suivants :

- a) les frais d'hébergement, de repas et de voyage ;
- b) l'assurance médicale et les frais médicaux ;
- c) les manuels scolaires, les vêtements et les dépenses personnelles ;
- d) les frais de passeport et de visa ;
- e) les frais accessoires non obligatoires ;
- f) et toutes les autres dettes contractées pendant la durée du programme.

## **8. Dispositions juridiques / règlement des litiges**

Les étudiants du Master en droit / LL.M. seront soumis au règlement intérieur et aux chartes et règles de conduite en vigueur dans l'université d'accueil pendant la durée de leur programme d'études dans l'université d'accueil.

Les deux parties de la convention s'engagent mutuellement à ce qu'aucune sélection ne puisse être refusée en raison de la race, de l'origine nationale ou ethnique, du sexe, du handicap, de l'orientation sexuelle ou des convictions religieuses du candidat.

Lorsqu'un étudiant enfreint la loi ou les règlements en vigueur dans l'université d'accueil, il est déféré au conseil de discipline compétent ou à toute autre instance compétente selon la procédure applicable au sein de l'université d'accueil, dans le respect de la législation sur la protection des données et toujours conformément aux politiques et procédures de l'université d'accueil. L'autre partie sera informée dès que possible.

Chaque partenaire informe l'autre sans délai de toute difficulté survenant dans la mise en œuvre du présent accord. Les deux parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige découlant du présent accord, par l'intermédiaire des coordinateurs académiques et administratifs de chaque université.

Si une solution ne peut être trouvée, le différend doit être soumis aux directeurs des services internationaux de chaque université.

## **9. Protection des données à caractère personnel**



UniCA Droit et UCD Droit sont soumises au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (dit « RGPD » pour le Règlement Général de la Protection des Données).

Les parties s'engagent à respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données à caractère personnel de toute personne concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

### 9.1 Définitions

Dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération, les deux parties conviennent des définitions suivantes :

- *Réglementation sur la protection des données à caractère personnel* : toute loi ou réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, et notamment pour Université Côte d'Azur la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et pour UCD Droit la loi Informatique et Libertés 2003-2018 (telle que modifiée) et pour les deux parties le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « RGPD » (ensemble « Législation sur la protection des données »).
- *Données à caractère personnel ou informations à caractère personnel* : toute information se rapportant à une personne identifiée ou identifiable directement ou indirectement (ci-après dénommée « personne concernée ») ;
- *Traitement* : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que définies à l'article 4, paragraphe 2, du RGPD ;
- *Violation de données à caractère personnel* : une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

### 9.2 Cadre général des traitements

Les deux parties reconnaissent que dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération entre UCD Droit et UniCA Droit, des données relatives aux représentants, agents ou étudiants des deux institutions sont traitées ou sont susceptibles d'être traitées par les deux parties.

Chaque partie détermine individuellement, en tant que responsable du traitement des données, les moyens de collecte et les finalités des traitements de données à caractère personnel nécessaires à la

mise en œuvre de la présente convention dans le respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

### 9.3 Traitement des données

Conformément à l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, UCD Droit et Université Côte d'Azur Droit s'engagent à mettre en œuvre les garanties appropriées pour préserver la confidentialité et l'intégrité des Données à caractère personnel des ressortissants européens qu'elle est amenée à traiter dans le cadre de la présente Convention.

### 9.4 Transfert de données à des tiers

Les parties peuvent être amenées à communiquer certaines données à caractère personnel aux autorités judiciaires ou administratives compétentes (« tiers autorisés») en vertu du droit applicable, ou dans le cadre de décisions judiciaires ou administratives contraignantes. Les parties s'engagent à limiter la communication de données à caractère personnel à ce qui est expressément et limitativement requis.

D'autres tiers peuvent être destinataires de ces données pour assurer la bonne exécution du présent accord.

Tout transfert de données à caractère personnel vers des tiers devra être porté à la connaissance des Parties de la présente convention et faire l'objet d'un accord écrit préalable séparé.

### 9.5 Dispositions générales

Chaque partie garantit à l'autre partie une collecte loyale et licite des données à caractère personnel et le respect de l'information et du consentement des personnes concernées lorsque ce consentement est nécessaire pour permettre la réalisation des traitements.

Chaque partie déclare qu'elle traite les données à caractère personnel utilisées conformément aux dispositions légales applicables.

Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données à caractère personnel.

Chaque partie s'engage à conserver les données à caractère personnel pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées et à tenir compte des durées légales de conservation qui lui sont applicables.

### 9.6 Droit d'accès aux données à caractère personnel

Chaque partie notifie à l'autre toute demande d'accès d'une personne concernée à ses données à caractère personnel. Les parties s'engagent à s'assister mutuellement et gratuitement dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées peuvent donc s'adresser indifféremment aux





délégués à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment autorisée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :

- Pour le compte d'Université Côte d'Azur, Délégué à la protection des données : [dpo@univ-cotedazur.fr](mailto:dpo@univ-cotedazur.fr)

- Pour le compte de l'University College of Dublin, délégué à la protection des données : [gdpr@ucd.ie](mailto:gdpr@ucd.ie)

#### 9.7 Sécurité des données

En cohérence avec l'article 46 du Règlement (UE) 2016/679, les Parties s'engagent à mettre en œuvre des garanties appropriées pour préserver la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel des personnes concernées qu'elles sont susceptibles de traiter dans le cadre de la présente Convention.

Les Parties s'engagent à se notifier toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 48 heures suivant la découverte de cette violation. Elles s'engagent également à s'assister mutuellement dans la gestion de cet événement. Chaque partie supportera le coût de sa propre structure.

### 10. Liberté académique

UnICA Law confirme avoir pris connaissance de la déclaration de UCD sur la liberté académique à l'adresse suivante : [https://hub.ucd.ie/usis/IW\\_HU\\_MENU.P\\_PUBLISH?p\\_tag=GD-DOCLAND&ID=189](https://hub.ucd.ie/usis/IW_HU_MENU.P_PUBLISH?p_tag=GD-DOCLAND&ID=189)

### 11. Propriété intellectuelle

a) La propriété intellectuelle créée par les étudiants dans le cadre de leur inscription dans l'établissement d'accueil est régie par la politique de l'établissement d'accueil en matière de propriété intellectuelle.

b) Les droits de propriété intellectuelle du matériel développé par chaque établissement restent la propriété de cet établissement.

c) Les parties ne peuvent utiliser le nom et/ou le logo de l'autre partie sur leur site web, leur brochure institutionnelle, leur rapport annuel et d'autres communications publiques aux fins de l'accord, qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

d) Les deux parties conviennent que, dans la mesure du possible, une stricte confidentialité sera observée dans toutes les communications relatives à la propriété intellectuelle portable ou à valeur commerciale potentielle créée dans le cadre du programme. Nonobstant, UCD est soumise aux lois sur la liberté d'information (1997, 2003 et 2014) et peut divulguer des informations confidentielles conformément à cette loi et prend toutes les mesures raisonnables pour donner à UniCA Droit un préavis écrit avant une telle divulgation. UniCA Droit prendra des mesures raisonnables pour donner à UCD un préavis écrit avant toute divulgation d'informations en vertu de toute législation équivalente.

## **12. Dispositions relatives à l'assurance de la qualité**

Les deux partenaires reconnaissent les responsabilités législatives de chaque établissement en matière de gouvernance académique, d'assurance qualité, d'accréditation et de labellisation de l'éducation internationale (MIE).

## **13. Durée et validité de la convention**

La présente convention sera mise en œuvre à la date de sa signature par toutes les parties et sera en vigueur pendant quatre (4) ans (la « durée ») à compter de l'année 2025/2026. Elle fera l'objet d'un examen par toutes les parties avant l'expiration de la durée, et une décision quant à son renouvellement ou à sa résiliation sera prise au moins six mois avant l'expiration de la durée. La convention peut alors être renouvelée pour une période de cinq ans par accord écrit des deux parties.

Les modalités administratives de la convention sont réexaminées chaque année par les parties.

Une partie peut résilier la présente convention avant son expiration, moyennant un préavis de six (6) mois.

La résiliation prendra effet six (6) mois après la date de notification dans une déclaration écrite de résiliation, sans préjudice des droits des étudiants participant déjà au programme.

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par les deux parties et celles-ci doivent veiller à ce que les étudiants déjà inscrits au programme puissent le terminer.

## **14. Règlement des différends**



Les partenaires acceptent le principe que toute contestation de l'accord ou de ses engagements formels, spécialement dans le cas d'une dénonciation unilatérale justifiée par une négligence ou une absence de performance, soit réglée à l'amiable en ayant recours à tous les moyens amicaux de négociation possibles, notamment la médiation ou la conciliation. Les parties s'engagent sérieusement et loyalement à trouver ces moyens pour résoudre tout différend.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant la juridiction compétente du lieu de résidence du défendeur. La loi applicable sera la loi du lieu où la juridiction est saisie (lex fori).

Rédigée en deux (2) exemplaires originaux en langue anglaise et en langue française.

<p>Professeur Jeanick BRISSWALTER</p> <p>PRESIDENT</p> <p>UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR</p> <p>.....</p> <p>Date: .....</p>	<p>.....</p> <p>PRESIDENT</p> <p>UNIVERSITY COLLEGE DUBLIN</p> <p>.....</p> <p>Date: .....</p>
<p>Professeure Eva MOUIAL-BASSILANA</p> <p>DOYENNE</p> <p>Faculté de Droit et Science Politique</p> <p>UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR</p> <p>.....</p> <p>Date: .....</p>	<p>Professeur Laurent PECH</p> <p>DOYEN</p> <p>Faculté de Droit</p> <p>UNIVERSITY COLLEGE DUBLIN</p> <p>.....</p> <p>Date: .....</p>